

Histoire d'un étonnant chassé-croisé électoral

Au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, " La Tribune " a analysé les résultats du scrutin à l'aune de la dynamique économique des départements en oeuvre depuis 1974. Dix leçons sur les permanences de l'électorat et ses basculements de gauche à droite ou vice-versa...

L'élection présidentielle a vu se produire une étonnante bascule. Des territoires qui, historiquement, avaient toujours voté à droite ont donné leur préférence à Ségolène Royal. À l'inverse, ceux qui, plus nombreux, par leur histoire industrielle, étaient depuis toujours le terreau privilégié de la gauche, ont donné majoritairement leurs voix à Nicolas Sarkozy. Au point que la fracture géographique des urnes s'est totalement déplacée. Que s'est-il donc passé pour que se produise cet inattendu chassé-croisé ? Comment s'explique cette dynamique politique inédite ? Le spécialiste de l'économie des territoires, Laurent Davezies, professeur à l'université de Paris-XII, à Créteil, y voit l'effet direct de la dynamique économique et sociale qui, depuis trente ans, a façonné les territoires et transformé subrepticement la carte électorale de la France. Regard sur la France qui a voté...

1 . UNE NOUVELLE FRACTURE TERRITORIALE

Lors du scrutin présidentiel de 1974, la France apparaît comme coupée en trois. La victoire de Valéry Giscard d'Estaing se joue dans une bande horizontale allant de la Bretagne à l'Alsace, en passant par les pays de la Loire. La gauche gagne au nord et au sud de cette bande, qui se resserre en 1981 pour assurer la victoire de Mitterrand : la majorité de droite perd du terrain en Île-de-France et dans le Bassin parisien, et la " bande " finit par se fractionner en deux parties à l'ouest et à l'est. Jusqu'à aboutir, en 2007, à une fracture en diagonale entre l'est et l'ouest, suivant une ligne tracée entre Cherbourg et Montpellier. En effet, à l'est, Ségolène Royal n'est majoritaire au second tour que dans une poignée de départements : Pas-de-Calais, Cher, Nièvre, Puy-de-Dôme. À l'ouest, en revanche, c'est une vingtaine de départements qui la préfèrent. Et c'est à l'est de cette ligne que Nicolas Sarkozy gagne la bataille. En Île-de-France, et même au sein de la capitale, c'est bien une même fracture que l'on retrouve entre l'est et l'ouest, mais cette fois de manière inversée : Nicolas Sarkozy est à l'ouest, Ségolène Royal à l'est.

2 . CROISSANCE A L'OUEST - CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE A L'EST

Cette fracture est-ouest n'est pas sortie de nulle part : elle recouvre celle du développement territorial. Depuis quinze ans, l'ouest a été la terre de la forte progression du revenu, la terre d'accueil des migrations intérieures et celle des créations d'emplois (voir carte ci-contre). En revanche, à l'est, et notamment au nord-est, Île-de-France incluse, se sont concentrés tous les problèmes : les créations d'emplois ont ralenti, les populations ont fui vers le sud et l'ouest, et les ménages ont connu une moindre progression de leurs revenus... au point que sont apparues de vraies poches de pauvreté dans le Nord-Pas-de-Calais et sur le littoral méditerranéen. Enfin, c'est encore à l'est que les problèmes d'intégration de populations d'immigrés sont apparus, tandis que la proportion d'étrangers a peu progressé à l'ouest.

3 . TERRITOIRES : DYNAMISME A GAUCHE, CRISE A DROITE

Du coup, à la bascule des territoires dans les urnes s'est ajoutée une seconde inversion : celle des logiques de vote. " Hier, la France de gauche était celle des problèmes, des retards et des difficultés sociales et territoriales au nord et au sud du pays, explique Laurent Davezies. Or, aujourd'hui, les territoires qui ont voté à gauche, après avoir souvent voté au centre, sont plutôt ceux dont la dynamique de développement social, territorial et la "cohésion" sont le mieux assurés. Clairement, le sarkozisme, sinon la "droite", est désormais préféré par les électeurs des territoires en difficulté. " Tout se passe comme si le discours de la candidate socialiste, qui s'est pourtant nourri de toutes les précarités, n'avait pas touché sa cible, celle de la France en crise, laquelle s'est résolument tournée vers Nicolas Sarkozy, l'homme d'action attaché à la valeur travail, qu'elle a jugé plus crédible pour la sortir de l'ornière. C'est une France plutôt moins inquiète, car située sur des territoires plus dynamiques, qui a voté en majorité pour la candidate socialiste... incarnation d'une gauche moderne.

4 . LES FIDELES A LA DROITE, "DROITS DANS LEURS BOTTES"

La stabilité relative de la situation économique et sociale des territoires par rapport au reste de la France pousse leur population à la fidélité vis-à-vis de leurs appartenances politiques historiques. Clairement, il reste des territoires qui n'ont pas changé d'orientation entre 1981 et 2007. Les départements ruraux et pauvres, et qui le demeurent, comme le Cantal, la Haute-Loire ou la Lozère, sont restés fidèles à la droite.

De même l'Alsace, qui demeure un territoire industriel et riche, apparaît plus que jamais ancrée à droite, Nicolas Sarkozy réussissant à faire la synthèse entre la droite classique, le vote frontiste ouvrier et le centre droit bayrouiste. Ou encore la Haute-Savoie, les Alpes-Maritimes ou la Vendée, territoires bénéficiant d'un développement économique très spécifique mais sans heurts, sont restés comme naguère fidèles à la droite. Développés sur une puissante économie résidentielle où la consommation de biens et services locaux génère la création de très nombreux emplois peu qualifiés, ces départements accueillent notamment une abondante population de retraités à fort revenus et plutôt favorable à la droite.

5 . LES " FIDELES " A LA GAUCHE CLASSIQUE DEPENDENT DE L'EMPLOI PUBLIC

Ils se trouvent pour l'essentiel au centre de la France et dans le sud-ouest. Le long de la partie méridionale de la " diagonale aride " : de Nevers à Mont-de-Marsan, en passant par Châteauroux, Limoges et Angoulême, les départements qui ont voté François Mitterrand en 1981 ont voté Ségolène Royal en 2007. " À l'exception d'un Puy-de-Dôme plus dynamique, note Laurent Davezies, il s'agit le plus souvent de territoires laissés pour compte du développement français, et qui ont connu une crise silencieuse mais réelle, sans aboutir aux crises aiguës de reconversion qu'ont pu connaître la Lorraine ou le Nord-Pas-de-Calais : les chocs industriel et agricole, l'enclavement, l'exode migratoire notamment de leurs jeunes, la faible capacité à transformer une économie productive traditionnelle en économie résidentielle (accueil des touristes et des retraités) font de ces territoires des économies dépendantes largement des transferts et de l'emploi public. Pour nombre d'entre eux, c'est au seul emploi public que l'on doit la croissance de l'emploi dans les vingt années passées. " Ici se pose moins le choix idéologique entre plan et marché que ne s'impose une réalité : leur économie est d'abord publique. Aussi restent-elles le bastion des tenants de l'héritage de la SFIO plutôt que la terre de la " seconde gauche ".

6 . LA TRADITION SOCIALISTE SE MAINTIENT DANS LE SUD-OUEST

Le sud-ouest, couvrant les départements des Piémont pyrénéens, constitue un autre groupe de départements particulièrement stable dans sa fidélité à la gauche. Même si les Pyrénées-Orientales ont basculé de Mitterrand à Sarkozy et les Pyrénées-Atlantiques de Giscard à Ségolène. De façon générale, ce sont des départements qui connaissent un développement économique et social soutenu et, surtout, équilibré entre les différentes composantes. Le fort essor de Toulouse ne s'est pas fait au détriment de ses voisins. Et si l'économie publique comme les dépenses publiques pèsent encore fortement dans ces départements, c'est, sur un mode certes plus colbertiste, mais à la pointe de l'industrie lourde française : l'aéronautique, l'aérospatiale, l'armement ou la fabrication de trains.

7 . LES TERRITOIRES BOULEVERSES ABRITENT LES RECENTS CONVERTIS

Les trente dernières années ont été marquées par un fort retournement de la géographie économique et sociale de la France. Schématiquement, hier, un nord-est riche s'opposait à un sud-ouest pauvre. Aujourd'hui, ce sont les régions de l'ouest et du sud-ouest qui se révèlent être les championnes de la création d'emplois, de l'augmentation du revenu, de la lutte contre la pauvreté et, mieux, de la " cohésion sociale et politique ". Quand le nord-est, Île-de-France comprise, connaît de son côté une crise aiguë. Dans ces régions qui ont vu leur statut relatif profondément transformé, on observe les plus grands bouleversements électoraux : entre 1981 et 2007, 30 départements français ont basculé d'un camp à l'autre, 7 de la droite vers la gauche et 23 de la gauche vers la droite.

8 . LES TERRES MITTERRANDISTES QUI ONT BASCULE

Les départements du nord, ceux du littoral méditerranéen, mais aussi la Champagne-Ardenne qui avaient voté à gauche en 1981 sont devenus sarkozystes. Or les deux premiers espaces sont précisément ceux qui sont le plus affectés par la pauvreté. Dans le nord de la France d'abord, où la croissance économique reste faible, l'exclusion est vécue comme quasi définitive par des pans entiers de la population active (le bassin minier étant dans une situation extrême). Sur le littoral méditerranéen ensuite, on trouve des pauvres en nombre record, mais dans une situation moins critique car l'exclusion y est plus provisoire que définitive. Il existe mille opportunités d'économies saisonnières : agriculture à forte intensité de main-d'oeuvre, tourisme, emplois au service des résidences secondaire. Et une puissante économie résidentielle, grâce au taux de croissance très rapide de la population. En clair, la forte croissance des territoires du sud méditerranéen ne suffit pas à apaiser une crise sociale réelle, encore aggravée par les questions de cohabitation de populations d'origines très diverses. Au nord comme au sud, la déprime démographique, le déficit de création d'activité et d'emplois, a fait basculer l'électorat de gauche vers Nicolas Sarkozy.

9 . LE VOTE EXTREME, VOIE DE PASSAGE EFFICACE

Dans les territoires tombés à droite au second tour de la présidentielle de 2007, les partis extrêmes avaient réalisé de très bons scores au premier tour. Arlette Laguiller, de Lutte ouvrière, comme Marie-George Buffet, du Parti communiste, font leurs meilleurs scores dans les 6 départements du nord de la France et restent très faibles partout ailleurs, quand un Besancenot réalise une performance plus homogène sur l'ensemble du

territoire. Jean-Marie Le Pen, lui aussi, réunit ses meilleurs suffrages dans le nord-est de la France et sur le littoral méditerranéen. En clair, alors que le vote utile en faveur des trois candidats de gouvernement s'est répandu massivement sur toute la France au premier tour du 22 avril, les départements en crise grave ont fait exception à la règle : ils ont nourri l'expression d'un vote protestataire radical. Si ce vote a servi de tête de pont vers le vote en faveur de Nicolas Sarkozy au second tour, c'est parce que son discours a fait une large place aux problèmes aigus de ces territoires. Pour eux, les espoirs de sortie de crise ont été explicitement portés par la droite.

10 . LA BRETAGNE, FOYER DE LA REFONDATION DE LA GAUCHE ?

Le phénomène le plus intéressant pour l'avenir, et plus particulièrement pour l'avenir de la gauche, est le basculement des terres bretonnes, en particulier du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine jusqu'à la Loire-Atlantique, vers la gauche. Et ce après l'émergence d'un vote alternatif qui n'a trouvé sa voie ni dans l'extrême gauche ni dans l'extrême droite, mais dans le vote Bayrou. Cette histoire, emblématique des capacités de transformation de la France, mérite que l'on s'y arrête.

On a longtemps cru, et dit, que cette région éloignée du centre de gravité de l'Europe, mal desservie, et qui s'était développée sur les bas coûts de main-d'oeuvre, serait la grande perdante de l'élargissement de l'Union, comme de la mondialisation. Or elle figure aujourd'hui parmi les plus dynamiques de France. On y recense les meilleures performances nationales de création d'emplois, de croissance du revenu ou de nombre de créations d'entreprises. L'afflux régulier d'actifs qualifiés venant du reste de la France, mais aussi de retraités, y alimente une économie résidentielle dynamique, qui attire un nombre croissant de PME. Avant, les populations se rendaient là où il y avait des entreprises, relève le professeur Laurent Davezies. Aujourd'hui, alors que pointent les pénuries de main-d'oeuvre, ce sont les entreprises qui se déplacent, ou émergent, là où il y a une masse critique de population qualifiée, et également une population résidentielle suffisante qui permettent d'entretenir une économie active de services à la personne. "

Depuis quinze ans, entre le gonflement de sa population et la forte croissance du revenu par habitant, la Bretagne a connu, avec le Languedoc-Roussillon, la plus forte croissance du volume de revenu des ménages de la France (de l'ordre de 45 %, hors inflation). Que s'est-il passé ? Avec la décentralisation, cette région a su tirer parti de ses nombreux atouts (douceur du climat, proximité de la mer et surtout forte cohésion sociale). Elle a mis en oeuvre un nouveau modèle de développement qui l'a totalement transformée en vingt ans.

Fort d'une économie mixte alliant fonds publics et investissements privés, où la force de la cohésion sociale crée un climat propice au travail et à l'initiative, la Bretagne est en train de passer sans transition du XIX e au XXI e siècle sans avoir vécu les affres de l'industrialisation, et surtout de la désindustrialisation. " Issue d'une droite catholique paysanne, la Bretagne n'a pas connu la gauche idéologique qui a grandi dans les usines, et est passée directement à la "case"réformisme du type CFDT ", précise Laurent Davezies. Et ce n'est pas tout. Les élus de Bretagne et du bassin de Nantes-Saint-Nazaire ont aussi su innover et développer une gouvernance territoriale du troisième type, basée sur le consensus entre élus et acteurs économiques et sociaux, notamment à l'occasion des " conférences métropolitaines ", qui fait aujourd'hui modèle dans les autres régions françaises, toutes tendances confondues. Une sorte d'embryon de la démocratie participative, en somme. Pour Laurent Davezies, c'est clair : " Le soleil de la nouvelle gauche se lève à l'ouest. "